

Conferência

Uma Certa Ideia da Europa

Intervenção de Toni Negri

5 março 2018

J'aimerais vous parler ce soir de l'union européenne à construire – mieux : à reconstruire -, et je voudrais le faire selon mon point de vue, qui est aussi, je l'espère, le point de vue des travailleurs en lutte dans les différents pays européens.

Partons d'un donné impossible à réfuter : dans la situation actuelle, qui est caractérisée par une transformation de la mondialisation et par l'émergence de nouvelles lignes de conflit au niveau mondial, la question des espaces – ou si vous préférez la question de la géopolitique et de la géo-économie – est devenue décisive pour le développement de la lutte des classes. En fonction de quelles échelles peut-on penser et pratiquer l'antagonisme entre capital et travail ? A l'intérieur de quelles dimensions – locales, métropolitaines, régionales, nationales continentales- peut-on imaginer et construire un rapport de forces qui soit favorable aux exploités ? Et que veut dire aujourd'hui, dans ces conditions, l'internationalisme ? Je crois que ce sont là des questions essentielles pour requalifier un projet de luttes ouvrières en ce début de XXe siècle. Ce ne sont pas réellement des questions nouvelles : elles ont été formulées progressivement, depuis vingt ans, en suivant le rythme des luttes au niveau mondial, parce qu'il a fallu interroger la transformation des équilibres impériaux et les nouvelles constellations de frontières qui apparaissaient. Nous avons été un certain nombre à tenter de les formuler politiquement, en partant d'un « ici et maintenant » qui était le nôtre, et à les transformer en discours sur l'Europe : les luttes des précaires, des chômeurs et des migrants à partir des années 1990, les forum sociaux, en Europe et ailleurs, les luttes des *Indignados*, les initiatives de *Blockupy* – pour ne me limiter qu'à quelques exemples – nous ont offert le tissu, le plan matériel, sur lequel construire un européisme radical aux antipodes de toute velléité d'abstraction. Aujourd'hui, tout cela, à l'évidence, ne suffit plus.

Il est en effet probable que nous sommes arrivés au terme de l'Europe que nous connaissons, dans laquelle nous avons grandi, dans laquelle nous avons lutté. L'Union européenne s'est défaite sur Schengen, sur Dublin, sur le Brexit, c'est-à-dire sur la politique de circulation intérieure des travailleurs, du contrôle des migrations et du rapport avec le monde atlantique. Mais l'échec a surtout été celui d'une méthode : la construction d'une unité de douanes, et la conviction que le développement juridique de celle-ci pouvait permettre la constitution d'une

entité culturelle et politique. Cette phase de crise profonde pose une question fondamentale : au nom de quelle Europe voulons-nous aujourd'hui nous mobiliser ? Quelle Europe voulons-nous ? Une Europe unifiée et fédérale, qui protège et développe le cadre de liberté que la culture démocratique propose ?

Il y a deux manières de répondre à ces questions.

La première dit : il est inutile de chercher une « autre » Europe, parce que c'est précisément en la cherchant que nous avons échoué ; maintenant nous devons trouver des alliances qui nous permettent de construire un front - ou plus exactement une coalition - susceptible de sauver le projet européen de sa possible dissolution. Si nous voulons une Europe réunifiée et fédérale, nous devons nous placer sur un terrain réaliste, mesurer les forces, et comprendre que ce n'est qu'en adoptant un certain "bon sens démocratique" que nous pourrions y arriver.

Il existe cependant une seconde ligne, sans doute un peu moins claire, mais qui mérite selon moi tout autant d'être discutée. Là encore, il s'agit de partir du constat de la crise de l'Europe. Mais on ne se limite pas à dénoncer les effets de la crise, ou, derrière les erreurs de méthode, leur généalogie. On se demande bien plutôt quelles sont les forces qui ont nourri l'illusion que l'Europe pouvait être construite de la manière dont elle l'a effectivement été ; et on en attribue la responsabilité au mouvement de libéralisme économique et à la politique ordo-libérale qui ont, dès le départ, présidé aux destins de l'Europe tout entière. Si donc il est aujourd'hui difficile de penser à une "autre" Europe, il est difficile de croire qu'il puisse exister un "bon sens démocratique" suffisamment efficace pour battre l'arrogance libérale qui est encore hégémonique. D'autant plus, sans doute, que la crise de l'Europe n'est pas seulement perçue par nous, ses bons et généreux sujets, mais qu'elle est sentie (qu'elle est *surtout* sentie !) par les élites européennes : dans chaque pays, ces élites se défendent de la crise à travers une restructuration constitutionnelle fondée sur l'état d'exception. Et ne faut-il pas penser que continuer à nourrir des illusions sur notre possibilité de répondre « laïquement » à la crise puisse simplement témoigner de notre aveuglement à l'égard de la manière dont se réorganise la classe dominante européenne ?

Je vais revenir sur ce point. Pour l'instant, qu'il me soit permis de faire une petite autocritique.

D'abord, je voudrais revenir sur l'épisode grec d'il y a trois ans, quand nous avons choisi d'être aux côtés de Tsipras : nous n'avons pas compris que la machinerie néolibérale était en train de bloquer toute possibilité de réforme de l'union, et qu'elle nous remettait, poings et pieds liés, à un destin néolibéral en nous enlevant ne serait-ce que l'illusion de la transparence démocratique des institutions. Cet épisode grec nous avait semblé, au nom d'un regard que

nous croyions « réaliste », une sorte de moment de rééquilibrage douloureux mais inévitable de l'assise de l'Europe, à l'intérieur de laquelle nous pensions encore pouvoir relancer la lutte et la résistance. Il est bien entendu impossible d'affirmer, aujourd'hui encore, ce jugement. Ce qui a conclu le printemps grec, ce formidable moment de soulèvement constituant dans lequel ont conflué des années de lutte contre l'*austerity*, a été quelque chose de plus que l'exemple – pourtant en lui-même terrifiant – d'une gouvernance qui était à ce moment-là nécessaire : ça a bien plutôt été un « normal » acte administratif, la figure « non exceptionnelle » de la modalité selon laquelle les choses devaient être réglées dans l'Union. La subordination de la démocratie aux règles du fonctionnement néolibéral du politique a été, à cette occasion, montrée dans toute sa plénitude – en organisant sous la forme d'une action répressive ce qui était voué à devenir *matériellement* la constitution néolibérale de l'Union Européenne après la crise financière de 2008.

L'autocritique est cependant atténuée par une seconde considération. Dans ces conditions, où aurait pu nous amener une résistance jusqueboutiste de Tsipras? Il faut bien en convenir: nulle part, s'il s'agissait de récupérer une souveraineté nationale mise à mal. Ce genre de résistance aurait conduit à un désastre, et à des souffrances bien plus grandes que celles que le peuple grec a connues - et continue à endurer. Il était assez clair, dans ces journées de juillet 2015, qu'il n'y avait littéralement plus de "dehors" possible - en Grèce, ou par rapport à la Grèce -, un dehors où espérer construire une alternative. Là où l'on se trouvait, là il fallait lutter. Et en même temps, si on ne pouvait plus sortir de l'Europe, il est évident que cette Europe-là, qui avait soumis si férocelement la Grèce à la règle néolibérale et qui enfermait tous les autres Etats, à peine plus gentiment, dans la forme d'un capitalisme qui se nourrissait du sang de tous les travailleurs et qui condamnait les migrants à mort en mer ou, bien avant encore, à la disparition dans le désert ou dans quelque prison - cette Europe-là devait être défaite.

Si telle est la situation, s'il n'y a plus de "dehors"(et le Brexit en est un bon exemple - avec sa recherche laborieuse d'un accord qui propose "d'une autre manière" ce dont il avait prétendu se délier), la question d'un "faire l'Europe" prend aujourd'hui la forme d'une injonction contradictoire: *pour faire l'Europe, il faut défaire les actuelles politiques de l'Union.*

Avant de d'approfondir cette contradiction, arrêtons-nous sur les conditions qui la déterminent. Bien sûr, l'intégration européenne a été, dès le début, un projet capitaliste et "atlantique", avec une forte empreinte ordo-libérale. Mais il y a eu aussi deux autres "poussées", l'une et l'autre d'une puissance impressionnante. La première venait du désir de sortir une fois pour toute des guerres internes au continent, telles qu'on les connaissait depuis des siècles, et dont le prix avait toujours été payé par le prolétariat. La seconde était la

nécessité de construire un bloc économique et politique capable de s'exprimer efficacement, à un niveau mondial, autrement qu'en termes impérialistes. Tant que la guerre froide a duré, ces propositions fondatrices de l'Union ont été tolérées par les Américains, même si elles n'ont pas été réellement sollicitées. Tout cela a pris fin en 1989, avec la fin de l'Empire soviétique et la réunification allemande. A partir de ce moment, l'Europe est devenue un obstacle potentiel (et dans certains cas réel) à la puissance américaine, un obstacle d'autant plus menaçant que la puissance américaine entraine, elle, dans une phase de déclin relatif. Ce déclin apparaît désormais à plusieurs niveaux - par exemple dans l'incapacité à réguler le désordre mondial post-11 septembre, y compris avec l'usage des guerres, et l'échec d'un bref - et très relatif - contrôle impérial du monde tout entier.

Après cet échec, une sorte de restructuration mondiale des espaces souverains a émergé de manière assez homogène - en tout cas sans trop de différences - à l'intérieur d'un désordre mondial qui persistait. La résistance à la velléité d'hégémonie américaine s'est exprimée à travers une tendance qui consistait à construire des contre-pouvoirs à travers des associations d'Etats nationaux de dimensions continentales. Pas seulement l'Europe: en Asie, autour de la Chine, dans un processus qui est encore aujourd'hui en cours; en Amérique Latine, autour de politiques démocratiques fondées sur l'exploitation de ressources extractives - une tentative en revanche aujourd'hui très affaiblie; et encore, avec des intensités différentes, et avec des formes qui frisent souvent les solutions belliqueuses, au Moyen Orient, autour de la Russie et de l'Iran, mais en présence d'un nouveau protagonisme régional représenté par des acteurs comme l'Arabie Saoudite et la Turquie, et avec en arrière fond la persistance de la question palestinienne. Dans tous ces cas, et quoi qu'on en pense, des alternatives à la *governance* impériale étaient esquissées. Attention: en aucun cas il ne s'agit d'une sorte de démondialisation - le cadre mondial existe désormais de manière irréversible, parce qu'il se traduit par une restructuration physique de la planète - je veux dire par là une restructuration logistique, digitale, financière... En somme: là aussi, dans cette nouvelle situation, il n'y a plus de "dehors". Les puissances qui furent hégémoniques, et qui sont à présent dans un déclin relatif, en sont d'autant plus nerveuses - tout particulièrement à l'égard de leurs alliés les plus proches. Dans ces conditions d'incertitude, donc, l'administration américaine, qui est très évidemment soumise à des pressions et des dérives contradictoires, propose avec une détermination assez grande un *refus actif* de toute politique et de toute alternative démocratiques dans l'Union européenne. Cela se manifeste par exemple par la manière dont elle fait de la place pour les discours de la droite la plus dure dans les pays de l'Est européen, ou dont elle fait en sorte que la guerre soit encore ouverte sur les bords russophones de

l'Ukraine; par la manière dont elle corrompt les élites de l'Union, ou encore dont elle superpose la question de l'élargissement de l'OTAN à celui de l'Union elle-même, c'est-à-dire, d'un point de vue militaire, en forçant l'Union à accepter les politiques de l'Empire déclinant à travers l'OTAN.

Mais notre problème, ici et maintenant, n'est pas celui-là. Il s'agit bien plutôt de comprendre comment, dans une situation mondiale totalement transformée par l'après-guerre froide, la dimension mondiale, qui avait besoin d'un ordre pour permettre les bénéfices que la mondialisation des marchés avait déterminés, au lieu de s'élargir et de se renforcer, s'est très récemment bloquée. Au niveau politique, l'Empire n'existe pas - alors que, au contraire, la mondialisation des marchés et des mouvements du savoir et de la force de travail non seulement existe mais qu'elle s'est approfondie. Dans ces conditions, la tendance à la constitution de blocs continentaux se durcit: elle ouvre d'une part à des fronts de conflit potentiels dans de nombreux endroits (du "Grand Moyen Orient" à la péninsule coréenne); de l'autre, elle exaspère les nationalismes et les autoritarismes et contribue à l'émergence de combinaisons en perpétuelle reformulation entre ces derniers et un néolibéralisme toujours davantage disciplinaire. La rupture de cette articulation entre nationalisme, autoritarisme et néolibéralisme est le problème qui se présente aujourd'hui dans bien des endroits - de la Russie aux Etats-Unis, en Chine ou en Amérique Latine.

L'Europe doit donc se constituer sur ce terrain, c'est-à-dire sur un terrain de rupture. L'Europe doit être défaite en tant que vieil acteur de la Guerre Froide, comme instrument américain de division et de provocation. Mais elle doit être reconstruite - comme un acteur mondial autonome, et sur la base d'une trame de coopération, de luttes et de contre-pouvoirs qui lui permette d'oeuvrer contre la guerre, et de jouer en faveur de la construction d'un ordre mondial finalement libéré des héritages coloniaux et de toute forme d'impérialisme. L'Europe doit être arrachée au néolibéralisme du marché atlantique, elle doit être libérée de toutes les formes résurgentes de nationalisme et d'autoritarisme, et elle doit être développée sur un plan mondial que de très nombreux pouvoirs continentaux contribuent aujourd'hui à configurer et à mettre en place. Ici, comme ailleurs, il faut donc une rupture, et nous devons parier sur le fait que la recomposition actuelle des équilibres institutionnels européens ne sera pas capable de contenir et de discipliner les mouvements, les revendications, les formes de vie et de coopération des sujets exploités elles-mêmes. *Une nouvelle saison d'insubordination*, la capacité de réinventer le conflit dans la crise de la démocratie - capacité qui est déjà esquissée par les luttes des femmes et des migrant.e.s - est la condition nécessaire pour imaginer et construire la nouvelle Europe dont nous avons besoin. Cette nouvelle Europe ne pourra agir

efficacement, en tant qu'acteur mondial, que si elle est capable de se doter d'un programme social et politique à la hauteur des défis posés par le capitalisme contemporain.

Il faut clarifier ce point. La crise de la démocratie parlementaire que nous connaissons en Europe depuis la fin du "court XXème siècle" est évidente. Ce modèle de démocratie, s'était **construit** pendant la guerre froide: il survit désormais, dans l'agonie des formes politiques de cette époque-là. Etienne Balibar remarquait il n'y a pas très longtemps que, dans de semblables conditions, s'était présenté un "dilemme entre une dé-démocratisation irréversible et une démocratisation de la démocratie". Je crois que ce dilemme touche très principalement l'Union: c'est en effet sur le terrain de l'Union que ce dilemme devra être résolu après qu'il s'est manifesté de manière si dure: une nouvelle "constitutionnalisation" doit ici naître sur le terrain de l'Union - pour s'imposer aussi aux Etats-membres. Dans quel sens ira alors ce processus? Certains paramètres *matériels* de type ordo-libéral ont déjà été fixés dans la constitution européenne et pèsent par avance sur cette nouvelle constitution à venir. Comment réagir à cela? Comment, en ouvrant des conflits civils, se faire l'écho des fortes exigences de participation politique à la construction de l'Europe? La seule chose certaine, c'est que le débat et le conflit doivent être ramenés aux problèmes sociaux, à leur matérialité - à la question écologique, à la précarisation du travail et des existences, aux migrations, etc. Ce n'est qu'en luttant - et en gagnant - sur ces terrains, c'est-à-dire en garantissant un futur aux jeunes générations, contre une perspective d'entrée désespérante et désespérée dans l'anthropocène, ou en luttant contre les conditions de vie misérables que les dérégulations financières promettent, ou en se mobilisant sans peur pour construire la liberté des corps et le métissage culturel, etc. - c'est donc en proposant ces luttes d'émancipation, que nous réussirons à lier ensemble la reconstruction de l'Union et une espérance de futur solide. Il faut rompre avec toute mythologie réactionnaire, avec les violences identitaires, les égoïsmes et les nationalismes qui infectent les aspirations civiles et se posent en obstacles insurmontables pour l'Union.

Ce que je veux dire, c'est que pour qu'un nouvel esprit constituant traverse l'Europe et s'exprime dans la construction d'une nouvelle Union, il faut une lutte sans merci contre tous les fétiches nationaux, qui sont par définition réactionnaires. Et que cette lutte ne sera possible que si l'on se donne un projet de libération, contre la misère que le pouvoir des oligarchies capitalistes nous impose encore aujourd'hui.

Bien sûr, la tâche peut sembler ardue dans les conditions qui sont actuellement les nôtres. Cela représente pour nous tous un horizon, à l'intérieur duquel placer et situer les luttes quotidiennes les plus infimes, les projets politiques qui émergent à l'échelle municipale, régionale ou nationale, et surtout la formation d'une nouvelle génération de militants. Le front que l'on peut construire à partir d'un tel programme est, dans tous les cas, réellement large: il s'ouvre à toutes les forces qui ne peuvent plus d'une Europe qui est devenue le soubassement essentiel des dispositifs extractifs du capital financier et des élites nationales accrochées au principe de souveraineté. Pour tous ceux qui ont imaginé une Europe sans guerres, c'était le principe de souveraineté qui devait être détruit. C'est à ce fétiche, qui a survécu à toutes les transformations unitaires de l'Europe, qui a été utilisé comme réaffirmation des limites, contre tous les droits à la mobilité et à la fuite hors de la misère, de la guerre et de l'oppression, que l'Union européenne, telle qu'elle a été faite, prête son concours. Un second fétiche accompagne le premier *fétiche de la frontière* indissociable de la souveraineté nationale: c'est celui de la *propriété privée* et de son pouvoir absolu. La délimitation souveraine et la délimitation propriétaire, indissolublement unies, sont les trames d'une souveraineté néolibérale construite, maintenue et transfigurée par l'Union, qui voudraient qu'elles soient indestructibles. Or celles-ci ont montré que, à l'intérieur de l'Union, elles ne pouvaient pas faire autre chose que produire de la misère pour les prolétaires et la classe moyenne; à qu'au niveau international, elles étaient soumises à la domination impériale et incapables de transmettre les valeurs de l'expérience civile et des luttes sociales des multitudes européennes. L'Union européenne est donc un frein qui s'oppose aux luttes des populations européennes - **ou qui aspirent à le devenir** - pour instituer le commun.

Il faut insister sur ce point, parce qu'il est important. C'est à partir de la renaissance des nationalismes que naît le refus du fédéralisme, et c'est sur ce dernier que se fondent les populismes de droite et de gauche. Il y a donc des philosophes, et des "experts", **sans parler des politiques**, qui soutiennent qu'on ne peut en aucun cas faire l'économie du thème de la souveraineté nationale, et que "si on ne passe pas à travers l'échelle de l'Etat", la lutte pour l'Union "n'aura aucune possibilité de parvenir à un niveau continental, ni même d'aspirer à un nouvel équilibre des relations internationales" - je cite ici un historien de la philosophie qui est sans doute le dernier schmittien. Ce n'est qu'en se servant de l'Etat, en utilisant ce levier de pouvoir, que l'on pourra penser à la construction d'une "Europe différente". Or cette position, souvent soutenue par les populistes de gauche (et il faut bien ajouter: souvent avec une certaine honnêteté) repose sur une fausse affirmation. Parce qu'elle ne comprend pas

l'énorme déclinaison négative des souverainetés nationales que la mondialisation a provoquées. Elle nourrit l'illusion d'une suffisance de l'instance souveraine conçue "en soi et pour soi" - comme si, paradoxalement, celle-ci pouvait constituer une sorte de "dehors" par rapport à la mondialisation, un lieu neutre dans la "subsomption réelle" de la planète sous le commandement capitaliste. Et même si, parfois, certains admettent que les Etats-nations sont des intermédiaires disciplinaires dans la réalisation des programmes néolibéraux (c'est-à-dire la vocation toujours plus "étatique" de la *governance* néolibérale actuelle, jusqu'aux bords du fascisme), il faudrait aussi qu'ils acceptent de comprendre que la *governance* européenne - au premier chef - et mondiale sont absolument déterminantes. De ce point de vue, l'effet d'équilibrage joué par les banques continentales (la FED et la BCE) pendant la crise de 2008 est absolument fondamental.

Permettez-moi maintenant une petite réflexion épistémologique et linguistique. Vous êtes-vous jamais demandé comment on pense aujourd'hui le "politique"? Je crois que le transcendantal du politique s'est désormais étendu à des dimensions mondiales - et qu'en tout état de cause, pour un européen, il est impossible de penser en dehors de la dimension politique de l'Europe. Berlin, Rome ou Paris sont désormais pensées dans le rai de lumière qui les unifie et pourtant les place dans l'ombre portée de Bruxelles. La bureaucratie bruxelloise n'est ni française, ni allemande, ni italienne - elle est... bruxelloise. Autre thème encore: existe-t-il encore, au-delà des limites disciplinaires qui sont les siennes et dans lesquelles elle se barricade, une science des "relations internationales"? Une science westphalienne? Si elle voulait réellement exister et s'adapter à la réalité actuelle, elle devrait se présenter comme "science des relations mondiales", c'est-à-dire considérer le mondial comme son transcendantal épistémique.

Tout cela nous ramène à la dynamique matérielle d'un nouveau projet pour l'Union européenne. Quelles sont les possibilités de construire un niveau d'unification nouveau, et cette fois-ci définitif, et comment y parvenir? Nous sommes ramenés au point de départ dont nous étions partis: que peut être l'Union européenne au moment même où l'hégémonie américaine est en déclin et où de fortes unités continentales se multiplient?

Première chose: l'Europe est ouverte sur l'Océan atlantique. Le rapport atlantique avec la superpuissance américaine (parce que même s'ils sont en déclin, les Etats-Unis demeurent bien une superpuissance) est évidemment une question essentielle. Il faut un rapport - mais quel type de rapport? Celui qui s'était constitué pendant la guerre froide, et que le Traité

Nord-Atlantique continue de faire exister, en soumettant tous les instruments de sécurité européens aux choix américains? Je ne pense pas que ce rapport, dans les formes qui sont encore les siennes aujourd'hui, puisse permettre la reconstruction de l'Union. On oublie trop souvent que l'Europe est une péninsule du continent asiatique; que l'Europe ouvre au Moyen-Orient et à l'Afrique par l'intermédiaire de sa mer intérieure, la Méditerranée. Depuis la fin de la guerre froide, l'Europe s'est intégrée aux pays euro-asiatiques - du point de vue de l'énergie, et au moins partiellement mais de manière déterminante, du point de vue commercial). Cette intégration se développera fort probablement de manière ultérieure. C'est un fait positif: l'attraction (politique, commerciale, culturelle) de l'Europe est particulièrement forte sur des pays euro-asiatiques comme la Russie ou la Turquie. Sur la "longue durée", les ruptures qui prennent place entre l'Europe et ces pays sont épisodiques; et dans la modernité tardive, elle sont toujours provoquées par l'allié américain. Ces observations sont bien entendu superficielles, mais je pense qu'elles disent malgré tout quelque chose d'important: l'Europe et son Union ne peuvent pas naître sans un équilibre entre la dimension atlantique et l'ouverture asiatique. De ce point de vue, le Brexit est finalement une bonne chose, puisqu'il a permis de restreindre la possibilité d'une superposition entre l'intérêt européen et l'intérêt atlantique. Les "relations spéciales" entre la Grande Bretagne et les USA n'interféreront plus dans les politiques européennes - ou dans tous les cas moins qu'elles ne le faisaient jusqu'à présent. Il faudrait bien entendu approfondir ce point.

Mais revenons à la crise mondiale, qui frappe l'Union européenne. Faisons un rapide bilan du projet européen et reprenons le discours du point de vue des travailleurs. Il y a bien une crise, et elle est profonde.

Cette crise intervient à la suite du passage de l'hégémonie industrielle sur la production (et du Welfare qui lui était attaché) à de nouveaux modes de production fondés sur le travail social et cognitif. Nous pouvons peut-être prendre 1995 comme un excellent exemple de lutte - une lutte menée par les cheminots, et plus généralement par la classe ouvrière française ; et nous pouvons considérer l'échec de cette lutte comme le moment où, en Europe, l'hégémonie à l'intérieur du monde du travail se renverse. La grève de 1995 a peut-être été la dernière grève manifestant l'hégémonie ouvrière; mais paradoxalement aussi la première à manifester aussi, par ses caractéristiques propres, la nouvelle hégémonie de la force de travail socialisée. La qualité du Welfare se modifie elle-même à l'occasion de cette transformation: on passe du Welfare conçu comme "complément" du salaire industriel à un Welfare comme "dépense

biopolitique”, de la compression des salaires au contrôle des existences. Avec le document Delors-Fischer, l’Union enregistre ce tournant: le point d’équilibre du commandement capitaliste se déplace à cette occasion des équivalences keynésiennes aux équivalences monétaires. C’est ainsi que l’ordre néolibéral est proposé de manière impérative. Mais c’est aussi le moment où les social-démocraties entrent définitivement en crise dans leur relation à la société qui travaille. Le gouvernement Blair et des gouvernements social-démocrates d’un type nouveau imposent leurs règles réformistes. L’alliance des forces de droite (les Partis Populaires) et des forces de gauche (social-démocratiques) est précisément possible sur cette base. Pour les Etats membres comme le gouvernement de la Communauté, le “grand centre” devient alors le modèle constitutionnel qui prévaut - quand il n’est pas tout simplement le seul possible.

C’est sur ce terrain que se développe alors la crise de la structure constitutionnelle de l’Union. Une crise qui a été mise en évidence par des phénomènes externes, bien qu’ils aient été rapidement absorbés et qu’ils soient devenus centraux pour comprendre le blocage du développement politique de l’Union: la crise bancaire de 2008, “la crise de la dette” et la mise en question des équilibres sociaux de l’Union qui en a découlé (en particulier la crise de la classe moyenne et l’appauvrissement des vieilles couches de la classe ouvrière), qui démolissent la base matérielle du consensus de la Communauté. La Communauté était née pour sortir des guerres européennes, pour faire survivre l’Europe à l’anticipation de la perte des colonies, qui se profilait déjà, pour garantir un ordre social-keynésien contre la subversion communiste. Aujourd’hui, il ne reste rien de tout cela, le cadre est précaire, la perspective incertaine. Aucun consensus ne peut plus se construire sur un régime de précarité et de mobilité (sans garanties) qui est devenu aujourd’hui la caractéristique du marché du travail. Après le Brexit, affronter le bilan actuel du projet européen, s’est éprouver un très grand malaise. Mais c’est aussi ce qui permet une lucidité accrue.

Je voudrais pour finir revenir sur un certain nombre de points importants.

Le blocage de la dynamique institutionnelle. C’était une dynamique essentiellement basée sur un mouvement permanent d’intensification du rapport entre les Etats et le gouvernement de Bruxelles et, en parallèle, sur un approfondissement des structures de *governance*. Cette dynamique a toujours été un peu laborieuse, parce qu’en réalité le développement de l’Union européenne a emprunté la voie jurisprudentielle, à travers les décisions successives des tribunaux européens et, par la suite par l’intégration des traités internationaux; mais

aujourd'hui elle est devenue terriblement difficile, parce qu'elle est incapable de ramener le pouvoir constituant à l'intérieur des institutions européennes. C'est sur cette base que se sont affirmés l'indépendance du pouvoir décisionnel et la centralisation toujours plus grande des instances de commandement de Bruxelles (la Commission et l'Eurogroupe).

La crise des dynamiques territoriales. Pendant longtemps, il y a eu une augmentation progressive des décisions des pays membres en direction du centre - décisions qui convergeaient entre elles, parce que les particularités nationales devenaient secondes par rapport aux alliances centrales. Si la relation entre Mitterrand et Kohl a représenté le point le plus haut de cette convergence avec la réunification des deux Allemagnes, la relation Hollande-Merkel en a au contraire représenté le point le plus bas. Mais si on reconstruit attentivement le développement des politiques de Bruxelles de Delors à Juncker, on pourrait en dire autant de la dégradation de la relation entre le centre et les pays membres. Peu à peu Bruxelles a fini par se détacher de l'Europe du Sud, et a créé une très grande confusion - et parfois des effets totalement délétères - dans ses rapports avec l'Europe de l'Est. Les dynamiques territoriales couronnées par le Traité de Schengen sont entrées en crise. Aujourd'hui, la crise du Brexit et ce qui se passe autour de l'arrivée des migrants semblent créer un blocage très fort des dynamiques de convergences territoriales.

Il ne s'agit alors pas seulement de la crise du gouvernement de l'Union, mais d'une crise, ou d'une dégradation, de la démocratie constitutionnelle et des formes parlementaires de l'exercice de la souveraineté dans la totalité des pays de l'Union. Le "marché constitutionnel" devient aveugle aux valeurs sociales; et, aussi bien au niveau central que dans chacun des Etats membres, il s'ouvre au contraire progressivement à la fois à des processus de centralisation poussée et à un affaiblissement de la confrontation démocratique. Des phénomènes de fascisme explicite apparaissent alors, en même temps que des formes de gouvernement que l'on pourrait qualifier de "fascisme blanc" - en particulier en Europe de l'Est, où le racisme et le nationalisme font bon ménage. Mais pas seulement: il existe aussi, à gauche, des courants extrêmes qui eux aussi commencent à se référer à un souverainisme sectaire et confluent d'autant plus facilement, sur ce terrain, vers des positions de droite.

Quelques exemples de cette dégradation de la démocratie, et de l'accentuation des processus de centralisation qui commencent à se montrer. En France: des lois d'exception, désormais constitutionnalisées à travers l'intégration au droit normal, devenues la base de l'activité de gouvernement, à l'intérieur des conflits sociaux et en dehors de ceux-ci; en Italie: ls

gouvernements imposés par Bruxelles, la normation de la loi-travail italienne, le Jobs Act, sous le gouvernement Monti, et par conséquent l'accélération de l'épuisement de la démocratie constitutionnelle; en Espagne: l'impossibilité de construire de nouvelles figures de gouvernement après la "chute" du centrisme incarné par le PP/le PSOE. Mais on pourrait ajouter: le "fascisme blanc" des gouvernements d'Europe de l'Est, sur lequel j'ai déjà insisté. Tous ces processus, nous avons pu en constater les premiers symptômes quand l'Europe avait permis (et favorisé?) les guerres des Balkans. Ce sont les mêmes symptômes, ou les symptômes des mêmes maladies de la démocratie, qui sont aujourd'hui réactivés dans ce que nous pourrions appeler la "guerre des migrants".

Face à ces processus de désagrégation, Bruxelles avance des propositions qui auraient dû être présentées bien avant que la crise ne présente ces aspects dramatiques. Le fait que ces propositions arrivent si tard pousse par ailleurs à douter de leur totale sincérité. Le *recovery* de Bruxelles propose dans tous les cas un certain nombre d'ouvertures: un allègement de l'austérité d'une part (certaines hypothèses se risquent à supposer un "revenu garanti", mais en même temps qu'un abaissement des niveaux du Welfare), une politique d'investissements industriels intensifiée de l'autre, et enfin une réarticulation interne du système européen et des rapports entre Europe centrale et Europe périphérique.

Il faut cependant remarquer que cette réarticulation se donne toujours en des termes sans cesse davantage centralisés et de plus en plus répressifs, dans une subsumption toujours plus réellement accomplie (la Grèce enseigne...). On dirait presque qu'est en cours de constitution un "Comité de Salut Public" au niveau européen, pour éliminer d'un côté les droites extrêmes (qui proposent de se transformer en États-canaillles), et pour construire de l'autre une entente indissoluble entre les forces politiques et économiques dominantes, pour introniser les "pouvoirs forts". L'exemple de l'unification bismarckienne de l'Allemagne ne serait pas ici si incongru que cela.

Comment s'opposer à ce qui semble se définir comme un véritable "destin"? le mot d'ordre que j'aimerais proposer est "L'Europe et le "commun"". Parler d'Europe et commun, cela signifie désigner un terrain d'affrontement entre la force de travail dans son entier, la société exploitée, et l'ensemble des pouvoirs organisés sous le commandement de l'Union européenne. Cet affrontement se produit sur un terrain biopolitique, sur le terrain de la production de la vie - de la reproduction, donc, non seulement des moyens de production mais de la vie elle-même. La férocité que peut présenter cet affrontement est perceptible dans

toute une série d'exemples - comme bien entendu le cas grec, dans toute sa complexité. Dorénavant, l'eurogroupe représente réellement une sorte de "comité de salut public", avec tous les effets répressifs sinistres que cela implique - je ne reviens pas sur ce point.

Face à cela, des "contre-pouvoirs" commencent à prendre forme au niveau européen. Ce sont des actions de gouvernements de pays membres (par exemple, encore une fois, celle du gouvernement grec), ou de coalitions politiques (on pense alors à ce qui s'est passé en Espagne). Mais il existe également des contre-pouvoirs nouveaux, sur le terrain social: ils cherchent à intégrer dans un mouvement social les luttes de classe ouvrières et/ou précaires qui continuent à se produire de manière diffuse. Les nouvelles formes d'agrégation se présentent alors essentiellement sous deux formes: en tant que coalitions, produites par ce que nous pourrions appeler le "syndicalisme social", c'est-à-dire l'ensemble des mouvements de lutte contre l'exploitation sociale qui se cristallisent autour de questions ou d'intérêts sociaux fondamentaux (le logement, la santé, l'éducation et la formation...) et qui s'opposent à l'austérité; ou bien sous la forme de villes rebelles (Barcelone, Naples, Dublin, etc.), qui s'opposent elles aussi à l'austérité, et qui, parallèlement, modifient en profondeur les méthodes de gouvernement à l'échelle municipale, construisent des institutions du commun et activent une forte participation politique des citoyens. Il n'est pas difficile, alors, de penser à un réseau de "villes rebelles", qui pourrait représenter la base d'un nouveau pouvoir démocratique et définir les nouveaux traits d'une citoyenneté déliée des déterminations nationales.

Aujourd'hui, nous devons repérer et suivre la très grande variété de ces puissances constituantes sociales. Celles-ci se présentent selon des géométries politiques différentes et dans des cadres spatio-temporels multiples - en tout cas si on les envisage dans l'horizontalité de leur émergence. Mais si on prend au contraire leur action du point de vue de la verticalité, il faut bien souligner la spécificité "multi-niveaux" qui est la leur. Cette action fait en permanence le va-et-vient entre le terrain social et celui du gouvernement, entre le terrain national et le terrain communautaire. C'est donc un processus extrêmement large, derrière lequel on peut entrevoir une sorte de marque - celle de la construction du commun.

Ces contre-pouvoirs diffus cherchent une institution qui leur corresponde. Ils cherchent en effet à s'inscrire dans le temps et à se doter d'une capacité d'action qui soit à la fois articulée et polyvalente. Nous disposons déjà de bien des exemples, je vais en citer quelques uns de manière sommaire, nous y revenons si vous voulez pendant la discussion. Le premier, c'est

une opposition à la dette et aux banques qui débouche non seulement sur les vieilles formes de refus fiscal mais sur des institutions alternatives de production monétaire... Le second c'est celui des mouvements solidaires et coopératifs dans les domaines les plus différents. Le troisième, c'est l'opposition des mouvements pacifistes à la guerre. Le quatrième, c'est, en même temps que la lutte contre la ghettoïsation et l'appauvrissement, contre des régimes de néo-colonialité interne et externe, pour l'émancipation des banlieues ou des espaces urbains soumis à une tension constante, une action en faveur des migrants. Bien sûr, tout cela pourrait sembler dérisoire face à des "pouvoirs forts" qui, de manière macroscopique, régulent et dominent l'économie et la société. Mais il ne faut pas oublier les vieilles traditions qui ont caractérisé le mouvement ouvrier, la capacité à constituer sa propre force à travers des luttes et l'invention de modes d'organisation à la fois au niveau de la production et dans une proposition bien plus large - celle d'une société autre. Une utopie? Sans doute, oui, mais aussi une manière de s'affirmer comme organisation constituante..

C'est la raison pour laquelle l'idée d'une république mondialisée capable de s'opposer à la monarchie impériale doit être reprise partout où se déroulent des luttes internes aux différents pays européens - à la fois en vue d'une véritable reconstruction républicaine et pour donner un élan constituant à l'Europe tout entière. Mais quel est ce monde horrible dans lequel nous vivons, si seuls des communistes sont capables de crier leur mépris d'un néolibéralisme devenu aujourd'hui une véritable dictature au niveau européen? De ce néolibéralisme, qui détruit toute forme de "bien-être institutionnel" pour des populations entières - des pauvres, toujours davantage des pauvres et travailleurs à la fois? Et comment expliquer que certaines minorités pourtant bruyantes - qui se disent socialistes - pensent que seule la renaissance d'un modèle d'action nationale et souveraine pourra nous libérer de ce néolibéralisme-là? L'Europe était née sur la base d'une aspiration fédéraliste forte. Ce n'est qu'en reprenant ce fédéralisme - un fédéralisme non pas des nations, ni même des régions, mais des métropoles et des tissus productifs, que quelque chose comme un contre-pouvoir effectif pourra émerger - contre tout revanchisme libéral et étatique, au niveau national comme au niveau communautaire.

Il y a beaucoup à faire autour de ces thèmes. Ouvrons une discussion - une discussion qui traversera les mouvements, qui s'organisera dans la société. Oui à l'unité de l'Europe contre les élites aveugles qui la dirigent, et contre les politiques néolibérales qu'elle promeuvent. Oui à une Europe qui construise le commun contre l'exploitation, et qui soit redessinée en

permanence par les luttes, par les désirs, par les mouvements de toutes les femmes et de tous les hommes qui se battent contre le racisme, le sexisme et la destruction écologique.

L'idée d'Europe et celle de commun sont liées. Quelles que soient les objections faites à cette affirmation, il faut reconnaître que les luttes de classe ont enraciné en Europe tout un patrimoine de conquêtes pour les travailleurs - or c'est ce patrimoine qu'il s'agit de sauver de la disparition. Plus encore: non pas seulement sauver de la destruction, mais à l'inverse élargir et consolider - par le passage du public au commun, de l'Etat de welfare à celui de commun. Voilà ce que signifie tenter de relancer l'espérance d'une "fabrique de l'Europe". Parce que le commun ne peut être fait qu'à travers l'Europe, mais que l'Europe ne se fera qu'en commun.